

Document de consultation / de travail
Le 25 octobre 2006

Droit à une période de repas dans le code des normes de travail (Labour Standards Code)

Au cours des prochains jours, l'Assemblée législative examinera des modifications proposées au code des normes de travail (Labour Standards Code) afin de donner aux travailleurs le droit à une période de repas non rémunérée après cinq heures de travail. Par conséquent, nous consultons les intervenants et le public afin de mieux comprendre les répercussions des changements possibles.

Enjeu :

- En vertu du code des normes de travail (Labour Standards Code), les travailleurs néo-écossais n'ont actuellement aucun droit en vertu de la loi à une période de repas.
- Toutes les autres provinces canadiennes offrent le droit à une période quelconque de repas.
- De nombreuses personnes qui communiquent avec la Division des normes de travail sont surprises et inquiètes qu'un tel droit n'est pas offert en Nouvelle-Écosse.

Renseignements généraux :

- La plupart des employeurs offrent déjà une période de repas à leurs employés. Toutefois, la Division des normes de travail reçoit un nombre considérable d'appels au sujet des périodes de repas. De nombreux employés et employeurs sont surpris d'apprendre que la Nouvelle-Écosse n'offre pas de période de repas en vertu de la loi.
- Toutes les autres provinces et tous les autres territoires exigent une période de repas. La plupart des provinces offrent une période de repas non rémunérée de 30 minutes après 5 heures de travail. **Un résumé des dispositions à ce sujet à l'échelle du Canada est ci-joint.**
- Certaines provinces incluent une disposition stipulant qu'une période de repas peut être suspendue en situation d'urgence.
- Si des modifications sont effectuées afin d'offrir le droit à une période de repas, ces modifications ne s'appliqueront pas aux lieux de travail syndiqués. Les conventions collectives contiennent habituellement des dispositions sur les périodes de repas. Le code des normes de travail (Labour Standards Code) protège principalement les employés non syndiqués, puisque les employés syndiqués disposent d'un processus de négociation collective et d'une procédure de règlement des griefs visant à résoudre les conflits avec leur employeur.

Questions :

Veillez lire les questions suivantes et partager vos commentaires.

1. Est-ce que le code des normes de travail (Labour Standards Code) devrait inclure une exigence relative aux périodes de repas?

Il existe un vaste consensus sur le fait que la période de repas est une exigence de base d'une vie

professionnelle raisonnable. La campagne de la Province de la Nouvelle-Écosse visant à s'assurer que les employés prennent une pause à l'heure du repas (Take Back the Lunch Break) en est la preuve. Des preuves démontrent que les périodes de repas mènent à une meilleure productivité et à l'augmentation du bien-être des employés. Bien que la plupart des employeurs offrent une période de repas, le nombre d'appels reçus à la Division des normes de travail à ce sujet sous-entend qu'un grand nombre d'employeurs ne le font pas.

2. Devrait-il y avoir des exceptions dans des circonstances particulières?

Plusieurs provinces ont mis en place une disposition stipulant que les périodes de repas ne sont pas exigées dans le cas d'une urgence imprévue, d'exigences de travail urgent ou toute autre circonstance imprévue où il n'est pas raisonnable de permettre une période de repas.

3. Est-ce que certaines industries ou certains types d'employés devraient être exemptés de l'exigence relative aux périodes de repas?

4. Est-ce que les employeurs et les employés devraient disposer d'une certaine flexibilité pour prendre des mesures non standard?

La plupart des provinces imposent une exigence standard. L'Ontario permet aux employeurs et aux employés de convenir de diviser la période de repas de 30 minutes en deux pauses plus courtes. L'Alberta permet également la division des périodes de repas.

5. Avez-vous d'autres commentaires?

Le ministère de l'Environnement et du Travail est très intéressé à connaître votre point de vue au sujet des questions soulevées dans le présent document de consultation. Vos commentaires aideront le gouvernement à décider s'il doit modifier le code des normes de travail (Labour Standards Code) afin d'y inclure le droit à une période de repas au cours de la journée de travail. Pour obtenir plus d'information sur les normes de travail, veuillez consulter notre site Web à l'adresse www.gov.ns.ca/enla/employmentrights.

Pour nous faire parvenir vos commentaires sur cette question, vous pouvez :

- : envoyer une télécopie à la Division des normes de travail au **902-424-0648**
- : envoyer un courriel à la Division des normes de travail à l'adresse labrstd@gov.ns.ca;
- : communiquer avec nous par téléphone au **1-888-315-0110**;
- : nous écrire à l'adresse suivante :

**Division des normes de travail
Ministère de l'Environnement et du Travail
C. P. 697, Halifax (N.-É.) B3J 2T8**

Afin de nous permettre de bien prendre tous vos commentaires en considération, veuillez répondre d'ici le **10 novembre 2006**.

Veillez noter que notre rapport peut énumérer les noms des personnes et des groupes qui ont partagé leurs commentaires ou effectué des soumissions relativement au présent document de consultation. Sauf si vous indiquez que vos commentaires sont confidentiels, nous présumons que les répondants acceptent que la Division cite leurs propos ou y fait référence. Les répondants doivent être au courant qu'en vertu de la loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée (Freedom of Information and Protection of Privacy Act) de la Nouvelle-Écosse, nous pouvons être tenus de divulguer l'information contenue dans les soumissions.

Périodes de repas dans les provinces et territoires canadiens

Province / Territoire	Type de période de repas	Rémunérée / Non rémunérée	Autres dispositions
Alberta	Pause de 30 minutes (ou deux pauses de 15 minutes ou trois pauses de 10 minutes) par quart de travail qui dure plus de 5 heures.	Non rémunérée	- exception pour les urgences - autres dispositions en vertu des conventions collectives permises
Colombie-Britannique	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée sauf si l'employé doit être disponible en tout temps	
Î.-P.-É.	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives	Non rémunérée sauf si l'employé doit être disponible en tout temps	
Manitoba	Pause de 30 minutes par 5 heures de travail.	Non rémunérée	- peut-être raccourcie par les conventions collectives
Nouveau-Brunswick	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée	- administrée par la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail
Ontario	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée	- peut-être divisée en deux pauses de 15 minutes avec le consentement de des employés.
Québec	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée sauf si l'employé n'est pas autorisé à quitter son poste de travail	
Saskatchewan	Pause de 30 minutes dans un délai de 5 heures si le quart de travail dure plus de 6 heures.	Non rémunérée	
T. N.-O. / Nunavut	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée	
Terre-Neuve-et-Labrador	Pause d'une heure immédiatement après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée	- exemption des employés qui ont une convention collective
Yukon	Pause de 30 minutes après 5 heures de travail consécutives.	Non rémunérée	